O ESTADO DE S. PAULO

1 DE AGOSTO DE 2014 R6 3,00



JULIO MESQUITA

ANO 135 Nº 44117

EDIÇÃO DE ON3O

estadão.com.br

Caderno2

Russo na Flip Crítico de Putin, Vladimir Sorókin diz que seu país é "grotesco"



 Nada de glúten Onde encontrar pratos sem a proteína e com muito sabor



TCU aponta falhas nos principais projetos do governo

Órgão consolida auditorias e relata problemas no Minha Casa, Minha Vida, UPAs 24 horas e nas grandes obras de infraestrutura e concessões públicas

jetos do governo Dilma Rousseff, co-mo o Minha Casa, Minha Vida, as lo País, o tribunal concluiu que "ha ciasde planejamento no programa Mi-UPAs 24 horas, obras de infraestrutu- falhas afetando diversos segmentos e nha Casa Minha Vida e em obras porra em estradas, portos e aeroportos e com reflexos negativos sobre o de- tuárias. ECONOMIA/PÁS. 81

O Tribunal de Contas da União nas concessões de serviços públicos, sempenho e a qualidade da infraestru-(TCU) apontou falhas generalizadas informa André Borges. Em relatório tura". O órgão destaca, por exemplo, na gestão de alguns dos principais pro- finalizado nesta semana, em que con- problemas com serviços de baixa qua-

País tem o menor superávit da série histórica

Aeconomia de governo federal, Banco Central, INSS, Estados, municípios e estatais no 1.º semestre para pagar juros da dívida pública foi a menor da série iniciada em 2002 e ficou 43,67% abaixo da dos primeiros seis meses de 2013. Somou R\$ 29,38 bilhões (1,17% do PIB) - no mesmo período de 2013, foram R\$ 52,1 bilhões (2,23% do PIB), ECONOMIA/PÁS. B4

• Mantega nega 'tarifaço' O ministro Guido Mantega (Fazenda) negou que haverá "tarifaço" em 2015 e diz que críticas da oposição são "conversa para bol dormir". PAQ. 28

Israel e Hamas aceitam trégua humanitária até 2ª-feira

EUA e ONU anunciaram um cessar-fogo humanitário entre israelenses e palestinos até 2ª-feira, relata o enviado especial Lourival Sant'Anna. O prazo será usado para negociar uma trégua mais longa e reabastecer a Faixa de Gaza com água, comida e remédios. Apesar das profundas divergências com o Hamas, Israel enviou representantes ao Egito para negociar, INTERNACIONAL / PÁGS. AS . AS

JOHN KERRY

SECRETÁRIO DE ESTADO DOS EUA "Os civis em Gaza receberão ajuda e poderão enterrar seus mortos, tratar os feridos e estocar comida"

Luiz Moura é expulso e critica



Argentina quer levar caso

FOLHA DE S.PAULO

★ ★ ★ UM JORNAL A SERVIÇO DO BRASIL

folha.com.br

REDAÇÃO: OTAVIO FRIAS FILHO

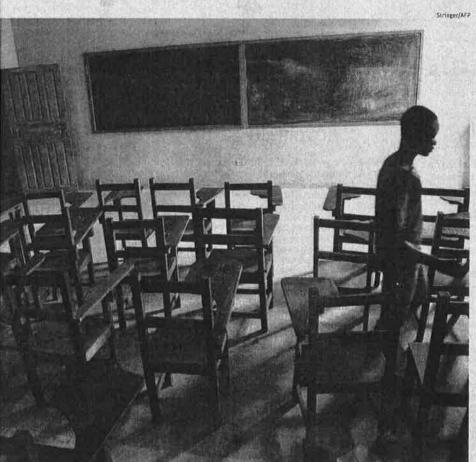
ANO 94 * SEXTA-FEIRA, 1° DE AGOSTO DE 2014 * Nº 31.166

EDIÇÃO SP/DF * CONCLUÍDA ÀS 23H59 * R\$ 3,00

AZ 33 ENDEREÇOS ONDE É POSSÍVEL PROVAR A CULINÁRIA DE PAÍSES 'HERMANOS'

RECEBA HOJE





Garoto em sala de aula vazia em Monróvia, capital da Libéria, onde o surto do ebola, que já matou mais de 700 na ntal, fez o governo decretar estado de emergência e fechar escolas; EUA desaconselham viagem à região Mundo A13

Ação de SP na crise da água equivale a racionamento

Entre as medidas da gestão Alckmin, está a diminuição da pressão hídrica

Diante da crise de abastecimento de água na Grande SP, medidas do governo Alckmin (PSDB) no principal sistema que abastece a região equivalem a uma situação de racionamento. Segundo a Sabesp, a economia nos últimos cinco meses no Cantareira seria como rodízio de três dias sem água para cada um e meio com.

Isso ocorre em meio a uma série de reclamações de falta d'água e resulta de medidas como remanejamento entre sistemas e a diminuição no consumo estimulada por bônus na conta mensal. Polêmica, outra medida é a redução na pressão da água distribuída à noite. Em vigor ao menos desde abril, ela representa 19,5% da economia obtida. Órgão de defesa do consumidor, o Idec rotulou a prática como "racionamento mascarado".

A Sabesp afirma que a redução da pressão da água não pode ser chamada de racionamento, que causaria consequências mais duras para a população. Cottétiano C1

EDUARDO GIANNETTI A crise no abastecimento é somente a face mais visível da Inépcia na gestão dos nossos recursos hídricos. Opinião A2 Lors d'une opération de changement de voie, à Neuville-sur-Oise, au nord-est de Paris.

n cette douce nuit de printemps, la gare de Lyon, au cœur de Paris, est bercée par les bruits étouffés de la ville. Au loin résonnent les

de l'orice par les oruns etouries de ville, Au loin résonnent les trènes de police. Alors que la journée, les quais grouillent de monde, la nuit, la garevit au ralent. Là, on distingue des silhouettes casquées et munies de lampes frontales charger et décharger un train de travaux à l'arrêt. Alleurs, des ombres s'activent pour installer un nouveau système de signalisation.

Pendant ce temps, des rames de TGV rejoignent les quais afin de libérer de la place dans les garages situés à quelques kilomètres. La nuit, c'est le temps de la maintenance et des équipes de SNCF Infra, qui auscullent, maintenance cette même maintenance accuséede négligence par les rapports d'experts judiciaires rendus publics un an apries l'accident de Brétigny, qui a fait sept morts le zajutillet 2013.

apres I accident de Brengny, qui a l'aut sept morts le 12 juillet 2013. Pour rejoindre sa zone de maintenance, Kamel Mahroug, 49 ans, doit zigzaguer avec son équipe entre les votes. La petite troupe passe ensuite le poste d'aiguillage, sorte de tour de contrôle de la gare avant d'atteindre le chantier, s'ielle est sur le pont d'enuit z'a Peursur. Hévuise n'a obtenu l'ira obtenuit s'an en les la gares avant de la contrôle de la gare la gare la contrôle de la gare la gare la contrôle de la gare la depuis 22 heures, l'équipe n'a obtenu l'in-terruption du trafic que pour quatre heu-res et dix minutes cette nuit

res et dix minutes cette nuit.

«Ce laps de temps est très court pour mener un chantier, du coup, cela nécessite une grosse préparation, décrypte Yann Seimandi, un colosse de 26 ans, dirigeant "proximité" de la maintenance à la gare. Le chantier a été programme un an auparavant, et quelques semaines plus tôt il a été confirmé »

confirmé »

Le jour I, il faut pré-acheminer tout le matériel avant minuit et accuriser le chantier où huit ouvriers vont remplacer un appareid evoie. Trois invesus de sécurité sont activés, déroule le jeune ingénieur: Le poste d'aiguillage bloque dans un premier temps tout passage sur cette portion de voies. On met également un "shunt", un système permettant de montrer que l'on occupe la voie. Enfin, une lampe rouge signale la présence de personnes sur les voies » Et ce n'est pas fini.

Au cœur de la zone de chantier se tient l'annonceur dans son gilet blanc. Droit comme un 1 », cette vigie, come de brume en bandoulière, doit corner à l'approche d'un train. En jeu, la viede ses collègue, qui s'activent ce soir sur un cœur d'aiguillage où se croisent deux voies. « Il faut vérifier le branchement par napport à notre référentie! On prendla cote de l'appareil. On le rectifie s'ille faut. On visite les joints, la mécanique et les losants », esplique Kamel Mahroug, visage noir de poussière. Le jour I, il faut pré-acheminer tout le

noir de poussière.

Il s'agit d'agit sur un cœur d'aiguillage, de la même famille de celui de Brêtigny qui acédé, provoquant le déraillement du train Paris-Limoges. « Dans la tête, ça a fortément marqué », confie Kamel Mahroug, qui a passé vingt-deux ans à la SNCF. Et dans toute l'entreprise, cet accident a suscité un traumatisme. un fort sentiment de

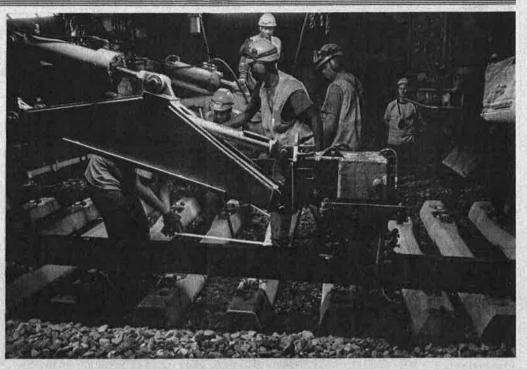
té un traumatisme, un fort sentiment de culpabilité, démultiplié à l'Infra.

culpabilité, démultiplié à l'infra.
«C'est un sacré coup dur pour nous Car
c'est de "notre" faute, selonies médias », glisse Sebastien Richy, 29 ans et neuf ans de boite, sur le terrain cette nuit d'avril. et as NCF,
c'est avant tout les mécanos, les roulants.
Mais quand il y a une catastrophe, c'est
nous », ajoute, amer, Robert Ameyoud,
32 ans, dont douze à l'Infra.
Pourtant les équires en jont per le sent-

32 ans, dont douze à l'Infra.
Pourtant, les équipes n'ont pas le sentiment de mal fatre leur travail, un travail dur physiquement, où le moindre outil pèse plusleurs dizaines de kilos. « Ces dix demières années, les règles de sécurité ont été approfondies, assure Robert Ameyoud Par rapport à Brétiapy, on regarde aujourd'hui plus de choses. Mais, franchement, on faisait aussi attention avant. On travaille au millimètre!» au millimètre la

au millimètre la «Quand on parle avec des gens hors de l'entreprise, on a une image de fainéant, regrette Yann Seltmandi. Nous, onest tout le temps sur le terrain, la nuit, le week-ul, l'été. Je ne m'en plains pas J'en suis même

plutôt fier. »
Pourtant, l'accident de Brétigny a ébranlé pas mai de certitudes sur la maintenance de la SNCF. Cette opération, qui doit assurer la sécurité de tous, est mise en accusation. Cen'est pas une surprise totale pour la CGT, qui regrette les nouveaux principes de



Une nuit avec les ouvriers du rail

Un an après l'accident de Brétigny, la qualité de l'entretien du réseau SNCF est mise en cause

@ ON FAISAIT AUSSI ATTENTION **AVANT. ON** TRAVAILLE AU MILLIMÈTRE»

Robert Ameyoud

maintenance. «Le choix à été de laisser se dégrader les infrustructures, dans des tolé-rances jugées acceptables, a filn d'obtenir une masse suffisante de travaux et d'en réduire ainsi les coûts », souligne locelyn Portaller, secrétaire lédéral du syndicat.

Trois mois après l'accident, la SNCF revenait sur ce principe dans son plan Vigirail, qui prévoit 400 millions d'euros d'investissements. Ce programme prévoit en premier lieu d'accelierer le changement des aiguillages. Vigirail doit aussi améliorer les outils des agents, en les dotant de smart-phones, et renforcer leur formation. «Ce Jean est une minuler de renetire l'entréprise en situation, de reprendre confiance en notre système », explique Olivier Bancel, le directeur de la maintenance du groupe.

« Vigirail a changé la manière dont on appréhende la surveillance et la maintenance des voies en s'appuyant notamment sur une plus grande outomatisation de certainer taches. Ce plan a également renforré de manière importante la formation des agents. La SNCF reconnait par là même qu'il y avait des manques à l'infra », glisse Thierry Marty, administrateur salarié et spécialiste de l'Infra pour l'UNSA.

C'est que l'état de SNCF Infra laisse réveux. « En près decentans, le métier de l'Infra o presque pas évolué, peste un expert du système. Il est archaigue, Si les équipes ont un savoir-faire indéniable et une

connaissance fine du réseau, leur équipe ment est daté. Aucun investissement n'a été onsenti pour améliorer leurs conditions de ravail...»

A cela s'ajoute le fait que pendant trente ans, les investissements ont été insuffinants pour maintenir le réseau ferrovalure, qui ses détériore à mesure que les Français utilisaient plus intensivement le train, surtout en Île-de-France. Quand il faut moderniser un réseau ultra-sollicité, il est difficile d'obtenir une interruption de voie qui va déranger des centaines de milliers de passagers.

«Si on avoit moirs mis d'argent dans les TGV, on en aurait mis effectivement ailleurs constate Alain Krakovitch, le directur de la Securité de la SNCF. En régénérant

teur de la sécurité de la SNCF. En régénérant

teur de la secunte de la SNCT. Le n'egenerant le réseau plus régulièrement, on aurait aujourd'hui moins de chantiers de mise à niveau et de problème de régularité. »
Désormais, tant sur la malnienance que sur les travaux d'infrastructures, l'État, Réseau ferrée de France et la SNCF ont décide de mettre les bouchées doubles. Les budests de majurenance, out augmenté de de mettre les bouchees doubles. Les bud-gets de maintenance ont augmenté de 20 % entre 2007 et 2013, à 2,3 milliards d'eu-mos par an, tandis que les travaux de régéné-ration ont triplé à 2,5 milliards par an. Voilà qui demandera des bras pour renforcer les 30 000 chemionts de l'Infra, alors que jus-qu'à récemment, les efforts de productivité

«SI ON AVAIT **MOINS MIS** D'ARGENT DANS LES TGV, ON EN AURAIT MIS AILLEURS»

Alain Krakovitch directeur de la écurité à la SNCF

et de sous-traitance poussaient les effectifs à la baisse. « Les effectifs de l'infra ont baissé reconnaît M. Bancel, Mais ce qui dimensionne, c'est la charge du travail. Depuis deux à trois ans, nous embauchons, notamment en lle-de-France, pour faire face à un accrois-sement sans précédent des travaux de renouvellement. La baisse des effectifs n'est pas un dogme et nes fait pas au détriment de la surveillance du réseau. Cette année, 900 personnes doivent être recrutées, « Mais c'est extrémement difficile de trouver des personnes qualifiées en lle-de-france, constate Thierry Marty. Du coup, les équipes sont constituées aux trois quarts de personnes venant de province qui ne révent que d'une chose, y retourner. Cela explique la relative jeunesse des équipes dans la région, leur manque d'expérience et l'impor-tant turnover...»

Dans l'équipe de Karim Mahroug, la moyenne d'âge ne dépasse pas les 53 ans.

Dans l'équipe de Karim Mahroug, la moyenne d'âge ne dépasse pas les 35 ans. «Les anciens, il y en a de moins en moins, constate Robert. Ameyoud. Ils nous ont appris ce qu'était la SNCI. Les jeunes, c'est plus difficile. C'est plus individualiste. S'il y a encore l'esprit cheminot, on sent qu'il évolue. On est un peu orphelin d'un esprit plus solidaire. Pour ma part, je commence à prendre de la bouteille, mais pour rien au monde je ne voudrais aller travailler ailleurs. Je suis bien à travailler la nuit dehors. » ® je ne voudrais aller travailler ailleu bien à travailler la nuit dehors. • •

PHILIPPE JACQUÉ

Les experts soulignent un « état de délabrement jamais vu »

LA PRESSION MONTE de plus en LA PRESSION MONTE de plus en plus contre la SNCF et Réseau ferré de France (RFF), le gestionnaire d'infrastructure, et ses dirigeants. Et leur mise en examen pour l'accident de Brêtigny-sur-Orges (Esson-ne), qui a fait sept morts et une trentaine de blessés le 12 juillet 2013, semble désormais inéluctable. Lundi y juillet, les deux rapports d'experts judiciaires remis à la justice ne faisaient aucun doute de la

tice ne faisaient aucun doute de la responsabilité des deux entreprises responsabilité des deux entreprises publiques dans la catastrophe. Selon Eric Lallement, le procureur d'Evry, les trois experts ont rendu des conclusions *sévères*, relevant «une centaine de défauts », «visibles » et crifiques », sur l'aiguillage incriminé, «qui ne sont pas la conséquence de l'accident ». Les ingénieurs ont notamment souligné une « maintenance inadap-

tée » et un » état de délabrement jamais vu » des infrastructures sur le secteur de Brétigny.
« La SNCF était au courant depuis 2008 qu'il y vavit des anomalies et rien n'a été fait. Est-ce que la maintenance était qualifiée pour voir ces détails? Est-ce que les effectifs étaient suffisants pour faire des réparations ! Est-ce qui le en avaient les moyens ? », se demandait lundi, jean-Robert Baroux, l'un des voyageurs du train, non blessé, mais geurs du train, non blessé, mais encore traumatisé par le drame.

Une claque

Une c'iaque Lundi après-midi, Guillaume Pepy, le président de la SNCF, et Ja-ques Rappoort, président de RPF, ont pris la parole. A leur habitude, depuis les premières heures après Tacxident, ils ont assumé les faits. «La SNCF ne se défilera pas. L'acci-

deat est dû à un certain nombre de

dent est dû û un certain nombre de soucis de maintenance «, assurait encore lundi après-midi M. Pepy lors d'une conférence de presse. « Nous ne contestons en rien ce qu'a dit le procureur de la Républi-que pour une raison simple : il a en

que pour une raison simple: il a en mains des rapports que nous n'avons pas », a ajouté le président de l'entreprise publique.

En revanche, « lorsque nous aurons en main les deux expertities, nous vermis s' d' a lieu ou pas à commander une contre expertise », a ajoute M Petry.

Selon iut, ces travaux pralongent.

Selon fut, cest rawax prolongent le rapport du Bureau d'enguête des accidents des transports terrestres de l'anvier, prisen compte pour fai-re évoluer la politique de mainte-nance du groupe. Côte syndical, au sein du groupe public, la publication dans la presse

des rapports d'experts a fait l'objet des rapports d'experts a fait l'objet d'une claque. « S' les termes parais-sent excessifs et tendent à générali-ser un elta de dégradation de l'in-fastructure ferroviaire, écit la CGT dans un communiqué, nous som-mes bien face à la réolit de certains choix exercés par les gouvernements successif et relayés par la direction de la SNCF. « estime le syndicat. De son câté, l'UNSA, le deuxième sondicat, se dit détreminé à « éléen-

De son côté, l'UNSA, le deuxième syndicat se dit déterminé à « défendre les cheminots mis en cause » qui «œuvent chaque jour à leur poste de travail pour aisure la sécurité ». Thierry Marty, chargé du dossier infrastructure pour l'UNSA, s' ltraquiet par ailleurs de certaines remaques des experts judiciatres, qui trahissent, selon lui, une méconaissance du monde ferroviaire et de ses règles de sécurité »